



KPMG SA
5 avenue de Dubna
BP 60260
14209 Hérouville Saint Clair

FÉDÉRATION DÉPARTEMENTALE DE DÉFENSE CONTRE LES ORGANISMES NUISIBLES DE LA MANCHE

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2024

FÉDÉRATION DÉPARTEMENTALE DE DÉFENSE CONTRE LES ORGANISMES NUISIBLES DE LA
MANCHE

Z.A. Les Forges 50180 SAINT GILLES

KPMG S.A., société d'expertise comptable et de commissaires aux comptes inscrite au Tableau de l'Ordre des experts comptables de Paris sous le n° 143008010101 et rattachée à la Compagnie régionale des commissaires aux comptes de Versailles et du Centre.
Société française membre du réseau KPMG constitué de cabinets indépendants affiliés à KPMG International Limited, une société de droit anglais (private company limited by guarantee).

Société anonyme à conseil d'administration
Siège social :
Tour EQHO
2 avenue Gambetta
CS 60055
92066 Paris La Défense Cedex
Capital social : 5 497 100 €
775 726 417 RCS Nanterre



KPMG SA
5 avenue de Dubna
BP 60260
14209 Hérouville Saint Clair

FÉDÉRATION DÉPARTEMENTALE DE DÉFENSE CONTRE LES ORGANISMES NUISIBLES DE LA MANCHE

Z.A. Les Forges 50180 SAINT GILLES

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2024

À l'assemblée générale de la Fédération Départementale de Défense Contre les Organismes Nuisibles de la Manche,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la Fédération Départementale de Défense Contre les Organismes Nuisibles de la Manche relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie "Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels" du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1er janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport.



Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans les documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Hérouville Saint Clair, le 1er juillet 2025

KPMG SA



01/07/2025 18:17

Signé par **Thierry Champion**

Thierry CHAMPION

Associé

Bilan

	Brut	Amortissements Dépréciations	Net au 31/12/24	Net au 31/12/23
ACTIF IMMOBILISE				
Immobilisations incorporelles				
Frais d'établissement				
Frais de recherche et de développement				
Donations temporaires d'usufruit				
Concessions, brevets et droits assimilés	23 503	23 503		
Droit au bail				
Autres immob. incorporelles / Avances et acom				
Immobilisations corporelles				
Terrains				
Constructions				
Installations techniques, matériel et outillage	498 318	440 413	57 904	59 595
Autres immobilisations corporelles	39 607	34 417	5 190	10 897
Immob. en cours / Avances et acomptes				
Biens reçus par legs / donations destinés à être				
Immobilisations financières				
Participations et créances rattachées	1 143		1 143	1 143
TIAP & autres titres immobilisés	6 004		6 004	6 004
Prêts				
Autres immobilisations financières	700		700	700
Total I	569 274	498 333	70 941	78 338
ACTIF CIRCULANT				
Stocks				
Matières premières et autres approv.				
En cours de production de biens				
En cours de production de services				
Produits intermédiaires et finis				
Marchandises	46 115		46 115	41 758
Avances et acomptes versés sur commandes				
Créances				
Usagers et comptes rattachés	157 845		157 845	115 228
Créances reçues par leg ou donations				
Autres créances	35 353		35 353	173 221
Divers				
Valeurs mobilières de placement	73 500	29	73 471	72 134
Instruments de trésorerie				
Disponibilités	297 867		297 867	374 662
Charges constatées d'avance				
Total II	610 680	29	610 651	777 003
Charges à répartir sur plusieurs exercices (III)				
Prime de remboursement des obligations (IV)				
Ecart de conversion - Actif (V)				
TOTAL GENERAL (I+II+III+IV+V)	1 179 954	498 362	681 592	855 341

Bilan

	Net au 31/12/24	Net au 31/12/23
FONDS PROPRES		
Fonds propres sans droit de reprise		
Première situation nette établie		
Fonds statutaires		
Dotations non consommables		
Autres fonds propres sans droit de reprise		
Fonds propres avec droit de reprise		
Fonds statutaires avec droit de reprise		
Autres fonds propres avec droit de reprise		
Ecart de réévaluation		
Réserves	265 034	265 034
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves pour projet de l'entité	265 034	265 034
Autres réserves		
Report à nouveau	102 695	87 143
Excédent ou déficit de l'exercice	31 006	15 552
Situation nette (sous-total)	398 735	367 729
Fonds propres consommables		
Subventions d'investissement	45 438	46 052
Provisions réglementées		
Droit des propriétaires (commodat)		
Total I	444 173	413 780
FONDS REPORTES ET DEDIES		
Fonds reportés liés aux legs ou donations		
Fonds dédiés		
Total II		
PROVISIONS		
Provisions pour risques		298 155
Provisions pour charges		
Total III		298 155
DETTES		
Emprunts obligataires et assimilés		
Emprunts		
Découverts et concours bancaires		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédits		
Emprunts et dettes financières diverses		
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	46 904	77 061
Dettes des legs ou donations		
Dettes fiscales et sociales	36 029	30 302
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes	114 187	12 974
Produits constatés d'avance	40 299	23 069
Total IV	237 419	143 405
Ecart de conversion - Passif (V)		
TOTAL GENERAL (I+II+III+IV+V)	681 592	855 341

Compte de résultat

	31/12/24	%	31/12/23	%	31/12/22	%	Variati absolu (monta	Var. abs. (%)
PRODUITS D'EXPLOITATION								
Cotisations	370	0,04	310	0,03	340	0,03	60	19,35
Ventes de biens et de services	55 934		62 681		76 353		-6 748	-10,77
Ventes de biens	55 391	6,14	60 433	5,85	65 181	4,96	-5 042	-8,34
Ventes de prestations services	543	0,06	2 248	0,22	11 172	0,85	-1 706	-75,87
Produits de tiers financeurs	845 561		969 199		1 237 222		-123 638	-12,76
Concours publics et subventions d'exploitation	845 561	93,76	969 177	93,90	1 237 222	94,16	-123 616	-12,75
Vts des fondateurs ou conso. de la dot. consom								
Ressources liées à la générosité du public								
Contributions financières			22				-22	-100,00
Repr. / amort., dépréc., prov. et transferts de ch	298 305	33,08	176	0,02	29		298 129	NS
Utilisation des fonds dédiés								
Autres produits	27		169	0,02			-143	-84,16
Total I	1 200 197	133,08	1 032 536	100,04	1 313 944	100,00	167 661	16,24
CHARGES D'EXPLOITATION								
Achats de marchandises	48 053	5,33	48 404	4,69	49 843	3,79	-350	-0,72
Variations de stock	-4 357	-0,48	-1 150	-0,11	2 213	0,17	-3 207	278,76
Autres achats et charges externes	682 648	75,69	819 248	79,37	1 015 446	77,28	-136 600	-16,67
Aides financières					23			
Impôts, taxes et versements assimilés	1 897	0,21	2 998	0,29	2 713	0,21	-1 102	-36,74
Salaires et traitements	111 922	12,41	102 223	9,90	126 221	9,61	9 699	9,49
Charges sociales	32 662	3,62	36 782	3,56	34 055	2,59	-4 120	-11,20
Dotations aux amortissements et aux dépréciati	30 601	3,39	24 292	2,35	25 049	1,91	6 309	25,97
Dotations aux provisions					233 155	17,75		
Report en fonds dédiés								
Autres charges	2 849	0,32	3 797	0,37	887	0,07	-948	-24,97
Total II	906 275	100,49	1 036 594	100,43	1 489 604	113,37	-130 320	-12,57
1. RESULTAT D'EXPLOITATION (I-II)	293 922	32,59	-4 059	-0,39	-175 660	-13,37	297 980	NS
PRODUITS FINANCIERS								
De participation								
D'autres valeurs mobilières et créances de l'acti								
Autres intérêts et produits assimilés	4 870	0,54	4 791	0,46	3 326	0,25	78	1,64
Repr./ provisions, dépréciations et transferts de	1 338	0,15	309	0,03			1 029	333,33
Différences positives de change								
Produits nets / cessions de valeurs mob. de pla								
Total III	6 208	0,69	5 100	0,49	3 326	0,25	1 107	21,71
CHARGES FINANCIERES								
Dotations aux amort., aux dépréciations et provi					1 675	0,13		
Intérêts et charges assillées								
Différences négatives de change								
Chges nettes / cessions de valeurs mob. de pla								
Total IV					1 675	0,13		
2. RESULTAT FINANCIER (III-IV)	6 208	0,69	5 100	0,49	1 651	0,13	1 107	21,71
3. RESULTAT COURANT avant impôts	301 129	33,28	1 042	0,10	-174 009	-13,24	299 088	NS
PRODUITS EXCEPTIONNELS								
Sur opérations de gestion	15 059	1,67			2 971	0,23	15 059	
Sur opérations en capital								
Reprises provisions, dép., et transferts de charg	18 614	2,06	14 954	1,45	14 088	1,07	3 659	24,47
Total V	33 673	3,73	14 954	1,45	17 059	1,30	18 718	125,17

Compte de résultat

	31/12 /24	%	31/12 /23	%	31/12 /22	%	Variati absolu (monta	Var. abs. (%)
CHARGES EXCEPTIONNELLES								
Sur opérations de gestion	302 796	33,57	444	0,04	740	0,06	302 352	NS
Sur opérations en capital								
Dot. amortissements, aux dépréciations et provi								
Total VI	302 796	33,57	444	0,04	740	0,06	302 352	NS
4. RESULTAT EXCEPTIONNEL (V-VI)	-269 123	-29,84	14 511	1,41	16 319	1,24	-283 634	NS
Participation des salariés aux résultats (VII)								
Impôts sur les bénéfices (VIII)								
Total des produits (I + III + V)	1 240 077	137,50	1 052 590	101,98	1 334 329	101,55	187 487	17,81
Total des charges ((II + IV + VI + VII + VI)	1 209 071	134,06	1 037 038	100,47	1 492 019	113,56	172 033	16,59
EXCEDENT OU DEFICIT	31 006	3,44	15 552	1,51	-157 690	-12,00	15 454	99,37
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NA								
Dons en nature	1 010 532		983 631		1 034 918		26 901	2,73
Prestations en nature								
Bénévolat								
TOTAL	1 010 532		983 631		1 034 918		26 901	2,73
CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLO								
Secours en nature								
Mise à disposition gratuite								
Prestations en nature								
Personnel bénévole	1 010 532		983 631		1 034 918		26 901	2,73
TOTAL	1 010 532		983 631		1 034 918		26 901	2,73